

Le moral tient bon, mais...

Depuis le début du conflit en Ukraine, les entreprises de la zone euro et du Luxembourg semblent garder le moral, à l'exception notable de celles de l'industrie. Les consommateurs se montrent particulièrement inquiets des conséquences de cette guerre, notamment via la hausse des prix qu'elle induit.

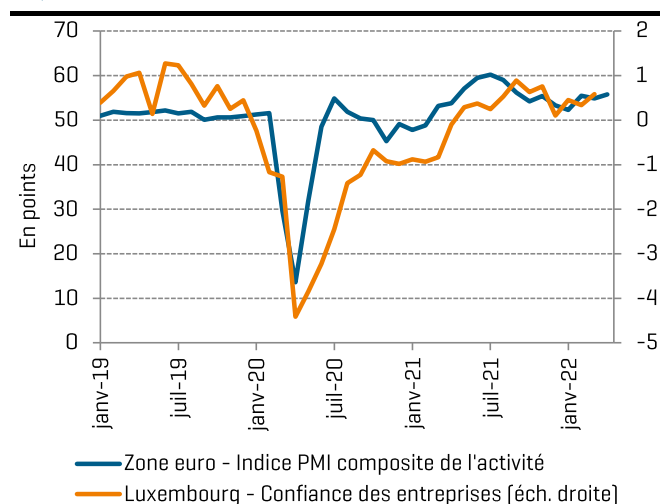
La confiance des entreprises de la zone euro et du Luxembourg ne semble pas trop altérée pour le moment par les conséquences du conflit en Ukraine. Mais le ressenti varie beaucoup selon les secteurs d'activité. Selon les données de l'enquête menée auprès des directeurs d'achats de la zone euro (PMI), l'activité a continué à progresser dans les services en mars et avril, notamment dans les domaines du tourisme et des activités de loisirs qui ont profité du relâchement des restrictions sanitaires. L'indice d'activité dans l'industrie s'est en revanche significativement replié sur la même période, même s'il reste à un niveau compatible avec une expansion de l'activité¹. Les industriels européens évoquent des problèmes d'approvisionnement croissants auxquels le développement du conflit n'est pas étranger et que les confinements stricts en Chine viennent encore renforcer². Ils témoignent aussi de la répercussion de la forte hausse des prix de leurs intrants (matières premières, composants, énergie) sur leurs prix de production et une progression plus modérée des commandes en réaction. Dans le contexte actuel de flambée du gaz et de l'électricité, les industries les plus énergivores se retrouvent dans une position délicate (qui dépend aussi du type de leurs contrats de fourniture en énergie). Concernant les difficultés d'approvisionnement, l'industrie automobile est particulièrement affectée par les pénuries de certains composants³.

Au Luxembourg, les tendances relevées dans les enquêtes de conjoncture de mars (les données d'avril ne sont pas encore disponibles) sont très comparables. La confiance des industriels a largement dévié (au plus bas depuis 11 mois), notamment dans les domaines de la métallurgie, des produits du caoutchouc et du plastique ainsi que des produits du bois. La confiance des services non financiers s'est en revanche inscrite à la hausse, stimulée par des évolutions favorables concernant la situation de l'entreprise et la demande récente (les perspectives de demande à 3 mois se sont par contre légèrement dégradées). Cette amélioration a été nettement ressentie dans les domaines de l'hébergement, des services comptables et juridiques et des activités liées à l'emploi.

Moral en berne pour les consommateurs

Si les enquêtes de conjoncture auprès des entreprises demeurent sur une tendance favorable (excepté pour l'industrie), la confiance des consommateurs a lourdement chuté. L'ampleur de la baisse relevée en mars est comparable à celle enregistrée lors de l'écroulement de la crise pandémique (entre février et avril 2020).

ENQUÊTES DE CONJONCTURE - ZONE EURO ET LUXEMBOURG



Sources: S&P Global, STATEC

Au Luxembourg comme en zone euro, c'est la dégradation des perspectives concernant l'évolution de la situation économique générale qui contribue le plus à ce mouvement. Mais les ménages se montrent aussi bien plus pessimistes vis-à-vis de l'évolution attendue de leur situation financière personnelle (avec des anticipations concernant l'évolution des prix à la consommation, déjà sur une trajectoire ascendante depuis le début de 2021, qui se renforcent très nettement en mars).

Ceci devrait peser à terme sur la consommation des ménages. Pas de manière aussi brusque que lors de la phase initiale de la crise COVID, où la consommation s'est retrouvée "empêchée" par la mise à l'arrêt d'une partie de l'offre commerciale et les mesures de restriction à la mobilité, mais d'une manière certainement plus durable et qui se répercutera progressivement sur l'activité des entreprises.

¹ L'indice d'activité pour l'industrie en zone euro est passé de 58,2 points en février à 55,3 points en avril (au plus bas depuis 15 mois). Le seuil de 50 points constitue la limite entre expansion et repli de l'activité.

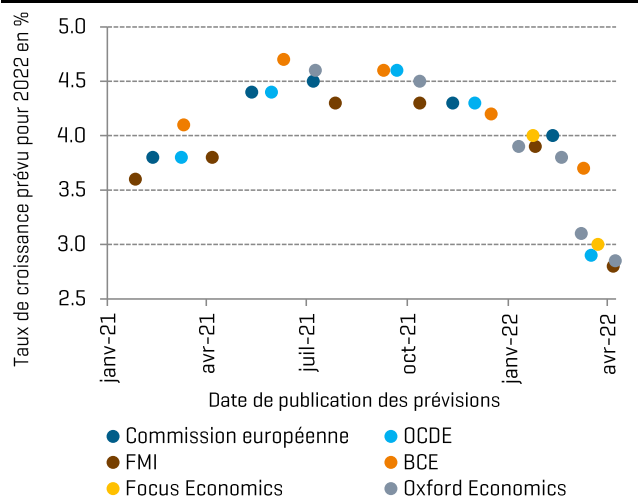
² Une bonne quarantaine de villes chinoises (représentant quasiment un quart de la population) subissent à la fin avril des mesures de confinement sévères (la stratégie du zéro COVID restant de mise à l'échelle nationale). Le PIB chinois a progressé de 1,3% sur un trimestre au 1^{er} trimestre 2022, mais les enquêtes PMI de mars indiquent un repli marqué

de l'activité (indice composite à 43,9 points, contre 50,1 en février), dans l'industrie et encore davantage dans les services.

³ Les immatriculations de voitures particulières dans la zone euro demeurent lourdement handicapées par le manque d'offre. Elles reculent de 12% sur un an au 1^{er} trimestre 2022 (alors même que les résultats du 1^{er} trimestre 2021 étaient déjà médiocres). Pour les véhicules commerciaux (poids lourds, camionnettes, etc.), la baisse est de l'ordre de 15% sur un an pour les deux premiers mois de 2022.

International

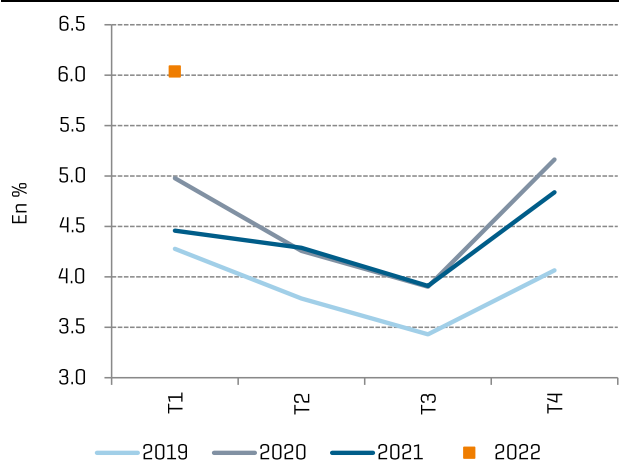
PIB EN ZONE EURO - PRÉVISIONS POUR 2022



Sources: Commission européenne, OCDE, FMI, Oxford Economics, BCE, Focus Economics (comme indiquées)

Marché du travail 1/2

TAUX D'ABSENTÉISME*

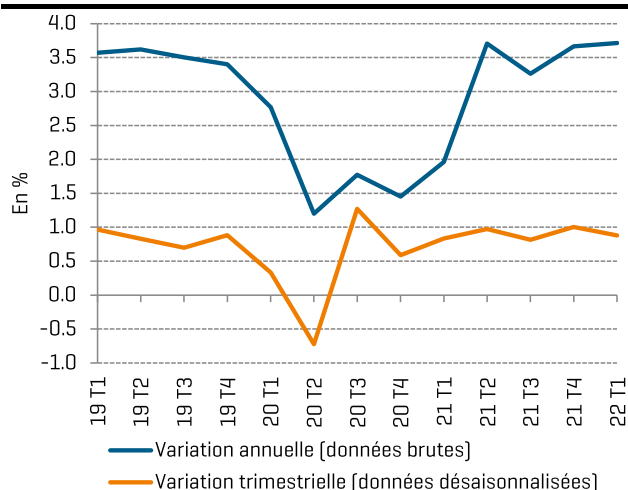


Source: IGSS (données provisoires pour mars 2022)

*Nombre de jours civils d'absence pour cause de maladie/nombre de jours civils d'occupation.

Marché du travail 2/2

EMPLOI SALARIÉ INTÉRIEUR



Sources: STATEC, IGSS

Des perspectives de croissance assombries

L'intervention militaire de la Russie en Ukraine et les sanctions européennes liées ont des conséquences économiques non négligeables en zone euro, par le biais du marché des matières premières, du commerce, de la confiance des investisseurs et des échanges financiers. Le FMI et Oxford Economics ont ainsi abaissé d'un point de % leurs prévisions de croissance en zone euro pour 2022 (+2.8% de croissance contre 3.9% prévus en janvier). Le FMI prévoit ensuite 2.3% de croissance en 2023 [-0.2 point de % par rapport aux prévisions de janvier].

Étant donné que la Russie est un important fournisseur de pétrole, de gaz et de métaux et, avec l'Ukraine, de blé et de maïs, la baisse actuelle et prévue de l'offre sur ces matières premières fait grimper leurs prix et affecte les chaînes d'approvisionnement. Les chaînes de production peuvent par ailleurs être perturbées par les confinements sévères en Chine et la baisse de l'activité liée. Les prévisions d'inflation en zone euro ont ainsi été fortement révisées à la hausse par rapport aux prévisions de janvier: le FMI prévoit un taux d'inflation de 5.3% en 2022 (+2.3 points par rapport aux prévisions précédentes) puis 2.3% en 2023 [+0.6 point de %].

Un fort absentéisme lié au COVID au 1^{er} trimestre

Au 1^{er} trimestre 2022, le taux d'absentéisme a été au plus haut depuis le début de la crise sanitaire (à 6.0%), suite notamment à la flambée des cas positifs au COVID-19 et aux quarantaines et isolements associés. Cette évolution devrait a priori avoir pesé sur les heures travaillées et sur l'activité économique du début d'année.

En parallèle, les premières données disponibles pour le mois de janvier témoignent d'une hausse des heures supplémentaires (+7.6% sur un mois sur base des données désaisonnalisées) notamment dans les branches les moins télétravaillables (agriculture, industrie, construction et Horeca). L'emploi a continué à croître à un rythme élevé au 1^{er} trimestre (cf. ci-après), mais les difficultés de recrutement continuent à s'aggraver. Le taux d'emplois vacants a encore augmenté suite à un nouveau record des offres d'emploi non satisfaites déclarées à l'ADEM (près de 12 000 postes vacants au mois de mars), et les entreprises demeurent nombreuses à évoquer un manque de main-d'œuvre.

La hausse de l'emploi en train de plafonner?

L'emploi a continué à augmenter au 1^{er} trimestre 2022 (+3.7% sur un an et +0.8% sur un trimestre d'après les données préliminaires) et ceci pour l'ensemble des branches d'activité. Les services aux entreprises restent les plus dynamiques (contribuant à environ un quart de la progression de l'emploi), suivis du secteur financier, de l'Horeca, de la construction, du commerce, de la santé et de l'administration publique.

Le rythme annuel devrait toutefois s'affaiblir dès le trimestre prochain, quand l'effet de base (estimé à +0.3 point % en T1 22) lié aux mesures sanitaires en vigueur au début de l'année 2021 (fermetures dans les commerces non-essentiels jusqu'au 10 janvier et dans l'Horeca jusqu'au 7 avril) prendra fin.

Du point de vue conjoncturel, un éventuel ralentissement ne se dessine pas encore. Le rythme trimestriel des créations d'emplois demeure proche de celui des trimestres précédents, les offres d'emploi restant à un niveau record et le chômage en baisse. Les perspectives d'emploi des entreprises se sont par contre légèrement dégradées au mois de mars (notamment dans l'industrie) même si elles demeurent à des niveaux historiquement élevés.

Inflation

INFLATION AU LUXEMBOURG ET DANS LES PAYS VOISINS
[TAUX ANNUELS EN %, MARS 2022]

	Lux. (IPCN)	Belgique	France	Allemagne	Zone euro
Alim. (y c. alcool et tabac)	3.4	4.6	2.6	5.3	5.0
Services	3.6	3.2	2.5	2.8	2.7
Biens industriels hors énergie	3.6	3.0	2.8	4.4	3.4
Energie	41.3	64.8	29.8	37.6	44.4
Indice hors énergie et alim.	3.6	3.1	2.6	3.4	2.9
Indice général	6.1	9.3	5.1	7.6	7.4

Sources: Eurostat, STATEC

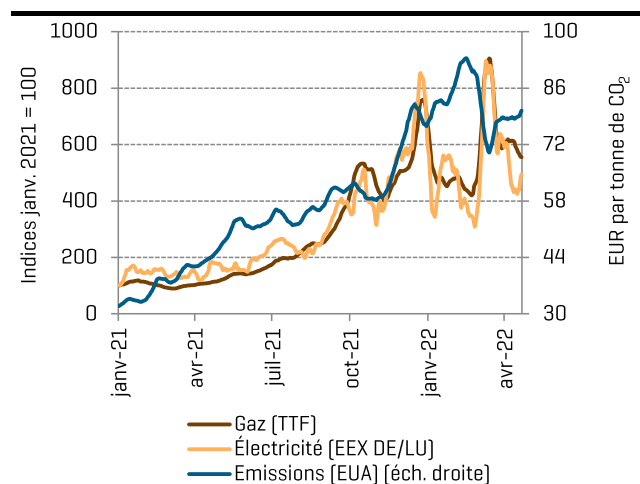
Hausse généralisée de l'inflation en Europe

La forte remontée de l'inflation est un phénomène généralisé, aussi bien en ce qui concerne sa répartition géographique que les produits concernés. Tous les pays et les produits ne sont cependant pas frappés de manière homogène. L'énergie se distingue avec, en mars, des taux de progression de plus de 40% sur un an en moyenne en zone euro, de même qu'au Luxembourg. Mais le rythme de croissance s'est aussi nettement amplifié pour les autres biens et services, dépassant largement les 2% à la fin du 1^{er} trimestre. Le Luxembourg se démarque de ses voisins par une inflation des services relativement élevée, ce qui n'est pas exceptionnel dans une perspective historique. S'y ajoute actuellement la plus forte progression pour les services financiers au niveau européen (près de +15% sur un an, soit une contribution de 0.3 point de % à l'inflation générale).

Si l'inflation s'inscrit partout en hausse, les taux en zone euro sont très dispersés, variant en mars de 4.5% (à Malte) à 15.6% (en Lituanie). La France se place plutôt en bas de l'éventail avec une inflation de l'énergie limitée à 30% suite à un gel des prix du gaz et de l'électricité depuis l'automne dernier.

Énergie

PRIX SPOTS DU GAZ, DE L'ELECTRICITÉ ET DES ÉMISSIONS



Source: Macrobond (moyennes mobiles des 14 derniers jours)

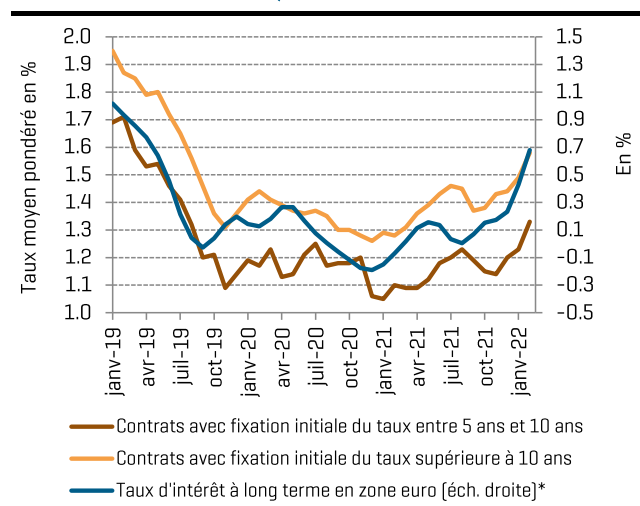
Des fortes fluctuations sur le marché des émissions

Le système d'échange de quotas d'émissions (SEQUE) constitue l'un des principaux outils de l'UE pour réduire les émissions de gaz à effet de serre à long terme. Le prix des émissions européennes – déjà sous forte tension en 2021 – s'est encore renchéri au cours des derniers mois, frôlant la barre des 100 EUR par tonne de CO₂ en février 2022. Ces augmentations de prix sont liées à une combinaison de facteurs, notamment les politiques climatiques plus ambitieuses de l'UE, la reprise économique post-COVID et même la hausse afférente des prix de l'énergie: la hausse du prix du gaz avait stimulé l'utilisation du charbon, plus polluant, engendrant ainsi une hausse des permis ETS et des prix de l'électricité.

Alors que le prix des émissions a récemment évolué de pair avec le prix du gaz et de l'électricité, un certain découplage s'est produit en 2022. Si les prix du gaz et de l'électricité ont flambé avec l'escalade de la guerre en Ukraine, celui des émissions a par contre baissé d'environ 30%. Cette chute s'explique surtout par des perspectives plus sombres concernant l'activité économique et une moindre consommation finale de produits fossiles. Le prix du marché des émissions réagit ainsi aux anticipations sur le niveau des émissions futures.

Immobilier

TAUX D'INTERÊT APPLIQUÉS AUX NOUVEAUX CRÉDITS IMMOBILIERS



Sources: BCL, Macrobond

* Moyenne mobile centrée sur 3 mois

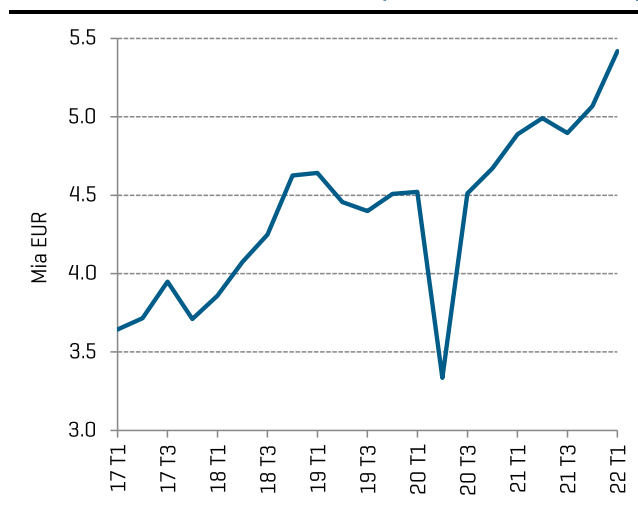
Immobilier: remontée des taux et ralentissement des prix

Les pressions inflationnistes et la remontée des taux d'emprunts d'Etat de long terme en zone euro ont poussé à la hausse les taux d'intérêt sur les crédits immobiliers. Les taux fixes appliqués par les banques du Luxembourg sur les nouveaux contrats immobiliers ont été relevés à 1.5% en moyenne en février 2022 (+26 points de base sur un an). S'ils ne dépassent pas encore leur niveau de 2019 (1.6%), la remontée des taux et le durcissement des critères d'octroi devrait se poursuivre, comme le confirme la dernière enquête sur les crédits bancaires au Luxembourg. Les banques interrogées ont observé une plus faible demande de crédits immobiliers sur les derniers trimestres qui serait en partie liée à une baisse de confiance des ménages et des perspectives moins favorables sur le marché de l'immobilier.

Le nombre d'actes de vente d'appartements a d'ailleurs diminué sur le 2^e semestre de 2021 (-12% sur un an), en particulier dans le neuf (-25%). On observe dans le même temps un ralentissement de la croissance des prix des logements (appartements et maisons), qui ont augmenté de 12% sur un an au 4^e trimestre 2021 (après avoir culminé à +17% au tournant de 2020 et 2021).

Finances publiques

ÉVOLUTION DES RECETTES FISCALES (HORS COTISATIONS SOCIALES)



Sources: Administrations fiscales, STATEC (données désaisonnalisées)

Nette progression des recettes fiscales en début d'année

Les rentrées d'impôts affichent un rythme de croissance élevé à l'entrée de 2022 avec près de +11% sur un trimestre (données désaisonnalisées), soit 12.5% sur un an. Si les impôts sur les ménages et la TVA ont principalement contribué à cette dynamique favorable, toutes les grandes catégories d'impôts – à part les impôts sur les sociétés (+5.5%) – enregistrent des taux de progression annuels à deux chiffres. L'accroissement de 20% sur un an pour les droits d'accise résulte en partie de niveaux relativement faibles au début de 2021 liés aux effets de la crise du COVID. Les accises sur les produits pétroliers ont par ailleurs fortement progressé entre février et mars, renvoyant probablement vers un gain d'attractivité à la pompe par rapport aux pays voisins suite à l'envolée du prix du Brent.

Sur les prochains mois, la poussée inflationniste devrait continuer à stimuler la TVA et les impôts sur les ménages (à travers la nouvelle tranche indiciaire payée en avril 2022). En revanche, les recettes au titre de la taxe d'abonnement et, avec un décalage plus important, les impôts sur les sociétés (reposant largement sur les profits du secteur financier) devraient pâtir du dévissage des marchés boursiers suite à l'éclatement de la guerre en Ukraine.

Tableau de bord

	juil-21	août-21	sept-21	oct-21	nov-21	déc-21	janv-22	févr-22	mars-22	Moyenne des trois derniers mois	Même période de l'année précédente
Variations annuelles en %, sauf mention contraire											
Activité											
Production industrielle par jour ouvrable, en volume	2.4	5.6	0.6	-0.3	-2.5	5.6	-0.8	...	...	0.6	-1.2
Production dans la construction par jour ouvrable, en volume	-5.2	-0.2	-3.4	-2.1	0.2	-8.5	4.3	...	...	-1.2	-3.8
Chiffre d'affaires en volume du commerce de détail hors vente par correspondance et carburants	-3.5	0.5	0.8	1.5	0.6	3.5	6.1	-5.4	...	1.5	2.9
Prix, salaires											
Indice des prix à la consommation (IPCN)	2.3	2.5	2.7	3.6	4.5	4.1	3.6	6.6	6.1	5.4	1.3
Inflation sous-jacente	1.2	1.3	1.4	1.8	2.2	2.3	1.4	4.2	3.5	3.0	1.3
Indice des produits pétroliers	28.3	29.9	34.6	48.5	60.0	46.9	48.7	51.7	56.9	52.6	1.2
Indice des prix à la production industrielle	11.1	17.8	21.7	22.7	25.3	26.3	26.0	25.0	...	25.7	-1.7
Indice des prix à la construction ¹	7.2	7.2	7.2	9.3	9.3	9.3	...	...	...	9.3	2.9
Coût salarial moyen par personne (CNT)	3.3	3.3	3.3	4.4	4.4	4.4	...	...	...	4.4	3.5
Commerce extérieur											
Exportations de biens en volume	3.7	9.3	-0.6	-5.3	1.0	3.0	0.8	1.1	...	1.6	-0.4
Importations de biens en volume	0.3	-1.9	4.7	15.7	1.8	1.7	7.5	1.5	...	3.5	-3.1
Emploi, chômage											
Emploi salarié intérieur	3.1	3.1	3.6	3.5	3.7	3.7	3.8	3.6	3.7	3.7	2.0
Emploi national	2.2	2.2	2.9	2.8	2.8	2.8	2.9	2.7	2.7	2.8	1.3
Taux de chômage [en % de la population active, cvs, ADEM]	5.6	5.5	5.5	5.3	5.2	5.1	4.9	4.8	4.7	4.8	6.3

Source: STATEC

Cvs - corrigé des variations saisonnières, CNT - Comptes nationaux trimestriels

¹Estimations sur base de données semestrielles

Repères

	Variation en % par rapport au trimestre précédent					
	2020 T3	2020 T4	2021 T1	2021 T2	2021 T3	2021 T4
Zone euro - Croissance en vol. du PIB [Commission européenne]	12.6	-0.3	-0.1	2.2	2.3	0.3
Luxembourg - Croissance en vol. du PIB [Statec]	8.0	0.5	3.8	0.0	0.5	0.5
	Variation annuelle en %					
	2018	2019	2020	2021	Prévision 2022	Prévision 2023
Luxembourg - Croissance en vol. du PIB [Statec]	2.0	3.3	-1.8	6.9	3.5	4.0
PIB en valeur 2021: 73 313 Mio EUR						
Salaire minimum mensuel [depuis le 01/04/2022]: 2 313.38 EUR						
Balance courante [T4 2021]: -1 345 Mio EUR						
Population résidente [01/01/2022]: 645 397						
	Indice des prix à la consommation [03/2022] - base 1 ^{er} janvier 1948: 945.29					
	Moyenne semestrielle de l'indice raccordé au 1 ^{er} janvier 1948 [03/2022]: 923.26					
	Date prévue pour la prochaine indexation des salaires: avril 2023					

STATEC
info@statec.etat.lu
(+352) 247-84219
www.statistiques.lu

Pour en savoir plus:
Bastien Larue
Bastien.Larue@statec.etat.lu
(+352) 247-84339

Cathy Schmit
Cathy.Schmit@statec.etat.lu
(+352) 247-88459

La reproduction est autorisée à condition de mentionner la source